

bulletin
d'information

Sommaire

- Déclaration du camarade Abderahim BOUABID
membre du Secrétariat Général de l'U.N.F.P.

- Texte intégrale de l'article de Jostte
ALIA, envoyée spéciale au Maroc de l'hebdo-
madaire français "Nouvel Observateur".

Samedi 12 février 1966

DECLARATION DU CAMARADE BOUABID
AL'ENVOYEE SPECIALE DU
"NOUVEL OBSERVATEUR "

Josette ALIA, envoyée spéciale de l'hebdomadaire français " Nouvel Observateur ", a recueilli la semaine dernière au cours d'un séjour au Maroc, une déclaration auprès du camarade Abderahim Bouabid, membre du Secrétariat Général du Parti.

Etant donné l'importance de cette déclaration qui traite des relations entre l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.) et le Pouvoir au Maroc, nous avons jugé utile de la reproduire pour diffusion.

"MAINTENANT, C'EST LA FIN, a dit Abderahim BOUABID NOUS ENTRONS DANS L'EPREUVE DE FORCE, DANS LA GUERRE OUVERTE. ON NOUS A REPROCHE DE NE PAS AVOIR REÇU LES MASSES APRES L'ENLEVEMENT DE MEHDI. DE PARIS C'EST BIEN FACILE A DIRE, MAIS POUVIONS-NOUS CONDUIRE DES MILLIERS DE GENS AU MASSACRE ? DES QUE LA NOUVELLE A ETE CONNUE ICI, L'ARMEE A PRIS POSITION ET BOUCLE DES QUARTIERS POPULAIRES ; FORTINS, SACS DE SABLE, MITRAILLEUSES ET CANNONS PRETS A TIRER DANS LA FOULE COMME A CASABLANCA EN MARS DERNIER, PRETS A TUER 1 000 , 2 000 OU 10 000 PERSONNES S'IL LE FAUT. DANS CES CONDITIONS, NOUS SERIONS RIDICULES DE CONTINUER A JOUER TOUT SEUL LE JEU DEMOCRATIQUE DES MANIFESTATIONS DE MASSES. IL FAUT NOUS REORGANISER EN FONCTION DE CES FLUCTUATIONS NOUVELLES, REVOIR NOS METHODES D'ACTION, NOS STRUCTURES, NE PLUS COMPTER SUR OUVERTURE ^{une} A GAUCHE OU MEME UNE LIBERALISATION DU REGIME... ENTRE LE POUVOIR ET NOUS, IL Y AURA DESORMAIS TOUJOURS LE CADAVRE DE MEHDI", a conclu le camarade BOUABID.

REPRODUCTION INTEGRALE DE L'ARTICLE DE

JOSETTE ALIA

NOUVEL OBSERVATEUR DU 9 AU 15 FEVRIER 1966

Sous le titre " Ce que OUPKIR ne dit pas... Monsieur BOUABID le dit ", l'envoyée spéciale du journal écrit :

" Cet oeil à la fois insistant, absent. La petite moustache. L'interminable jus d'orange. L'attitude faussement nonchalante et l'oreille en éveil. Pas de doute : c'est un flic. Un de plus. Ils sont partout au Maroc, évidents aussi voyant que les bouches dans le lait.

Celui-là me suit depuis hier soir. Ce matin, par-dessus ma tasse de café, je lui ai dit bonjour ; autant être polie. Il a paru inquiet, a changé de fauteuil et s'est abrité sous une plante verte dans le hall de l'hôtel. Non, ils ne sont pas si gênants, mais nombreux. Les Marocains ne s'y trompent pas : " L'assassinat de Ben Barka était d'abord une opération de politique intérieure marocaine. On l'oublie trop en France. Quels qu'en soient les auteurs, le meurtre aura rejeté le régime vers la droite, et saboté les dernières chances de démocratie de ce pays. Nous à un tournant. De la décision et de la promptitude de la police française dépend désormais l'avenir politique du Maroc. Nous ne comptons plus que sur de Gaulle."

QU'EN PENSE ABDEERAHIM ?

Tel aussi l'avis de BOUABID. Me Abderahim BOUABID leader de l'U.N.F.P., avocat. C'est conscience du Maroc, homme intègre, celui qu'on respecte et qu'on écoute. A Paris, à l'étranger, partout, les diplomates et les hommes politiques s'informant de l'affaire, posent toujours la même question : " qu'en pense Bouabid ? " Lui, il incline un peu son profil aristocratique, il lisse ses cheveux gris d'un geste fatigué : " Maintenant c'est la fin. Nous entrons dans l'épreuve de force, dans la guerre ouverte. On nous a reproché de ne pas avoir remué les masses après l'enlèvement de Mehdi. De Paris c'est bien facile à dire. Mais pouvions-nous conduire des milliers de gens au massacre ? Dès que la nouvelle a été connue ici, l'armée a pris position et bouclé les quartiers populaires ; fortins, sacs de sable, mitrailleuses et canons prêts à tirer dans la foule comme à Casablanca en mars dernier, prêts à tuer 1 000 , 2 000 ou 10 000 personnes s'il le faut. Dans ces conditions, nous serions ridicules de continuer à jouer tout

■ Seul le jeu démocratique des manifestations de masses. Il faut nous reorganiser en fonction de ces fluctuations nouvelles, revoir nos méthodes d'action, nos structures, ne plus compter sur une ouverture à gauche ou même une libéralisation du régime. Entre le pouvoir et nous, il y aura désormais toujours le cadavre de Mehdi."

Il dit simplement Mehdi et définit ainsi le nouveau clivage politique. Ceux qui disent Ben Barka et qui sont prêts à oublier pour reprendre du service actif, pour retrouver les délices du pouvoir. Bref, l'U.N.F.P. et les autres.

DES OTAGES

On m'a donné rendez-vous "chez un ami" parce que les cafés ne sont pas sûrs" Pourtant, en bas, j'ai évidemment rencontré deux inspecteurs de police qui montent une garde mélancolique. Cette invitation fait sourire mon hôte : " Nous sommes tous repérés et suivis, mais c'est sans importance. J'ai déjà été en prison, mes amis aussi. Nous, y retournerons encore. En fait, nous sommes ici des otages."

Des otages qui travaillent sur deux plans bien précis : celui d'un repli progressif vers la clandestinité ("sans pour autant abandonner notre répartition par quartier, nous créons des cellules secrètes dans les entreprises, les usines, les administrations"), et celui d'un grignotage des syndicats fiefs de la toute puissante Union Marocaine du Travail. Déjà les P.F.T. ont fait scission et constitué une fédération autonome de tendance U.N.F.P. ; déjà, sous l'impulsion d'Omar BENDJELLOUN, les syndicats des cheminots, des enseignements primaires et secondaires semblent assez noyautés pour tomber comme des fruits mûrs lorsque le moment sera opportun.

Mes interlocuteurs me le confirment avec véhémence : l'assassinat de BEN BARKA et la contrainte policière ont eu pour premier résultat d'épurer le parti, de le débarrasser des mous, des indécis, de ceux qui ont peur : " Aujourd'hui disent-ils, nous sommes aussi nombreux, plus uni et plus déterminés." Et la première chose à faire, c'est de reprendre en mains les masses syndiquées que Mahjoub Ben Seddik, leader de l'U.N.F.P. ; s'apprêterait à faire basculer "de l'autre côté". La ligne de scission entre opposants et ralliés au régime passera donc dans peu de temps au coeur des syndicats. L'U.N.T. ? 1 000 000 d'adhérents, un chef habile, trop habile peut-être, Mahjoub Ben Seddik. Un appareil quelque peu usé mais qui quadrille encore bien les masses. De l'argent. Un programme de revendications sociales et de grandes ambitions personnelles. En fait,

la troisième force politique du pays avec l'U.N.F.P. et l'Istiqlal. Aujourd'hui, l'U.B.T. représente la clé, l'enjeu numéro un. Autour de Ben Seddik se noue tout un réseau de négociation divers. Le roi entre le premier en scène, le 6 novembre, il reçoit Mahjoub dans son palais de Més. Il lui propose de réexaminer les salaires et il ouvre, dit-on, le dossier de l'affaire Ben Barka.

Depuis, les pourparlers se poursuivent avec des hauts et des bas. Le roi cédera-t-il sur les salaires? Ben Seddik oubliera-t-il l'assassinat? Sera-t-il la caution de gauche d'un grand rassemblement qui regrouperait tous les partis à l'exclusion de l'U.N.F.P. et qui, constituant derrière le roi un front national uni, lui donnerait face à la France, une autre ampleur, une autre assise politique?

DIX MILLIONS DE MAROCAINS

et puis des voix angoissées s'exclament très haut que les partis jouent la leur dernière carte que si la sainte alliance ne mache, ce sera l'armée, l'armée et le roi seuls face à face. Fin et mort des partis. L'armée se tait. pourquoi se manifesterait-elle? Elle tient déjà le Maroc. Elle n'était pas unanime et l'état major comptait comme partout ses jeunes officiers de gauche. Mais depuis la crise avec Paris, le réflexe nationale a joué: "je ne suis ni pour Oufkir ni pour personne, m'a dit un capitaine merveilleusement chamarré. Je suis pour le Maroc! On ne peut pas se laisser humilier, et puis il paraît que quelque chose se prépare là-bas du côté des frontières; les algériens vont peut-être remettre cela. Ce n'est pas le moment de discuter politique." Voilà donc le deuxième front, le deuxième décliv à faire jouer au cas improbable, où tout s'arrangerait du côté de la France...

Entre ces deux solutions de centre droit ou d'un gouvernement militaire inconditionnel, le roi choisira seul comme d'habitude, en se disant peut-être qu'au fond cela n'a pas beaucoup d'importance car, s'il connaît son pays, il sait que la couche politique est bien mince désormais. Le parti tourne à vide et n'accroche pas ou peu dans la masse. Dans les grandes villes, on sent battre un mécontentement sourd et puissant. Les émeutes de Casa, l'assassinat de Ben Barka, le prix du sucre, le manque d'écoles et le faste du palais pousseront peut-être dans la rue des centaines de manifestants que personne n'encadre. Les paysans, eux, attendaient de l'indépendance un peu moins de misère. Rien n'est venu, ils sont déçus. Sont-ils encore monarchistes?

L'armée peut écraser, maintenir l'ordre, mais elle ne pourra sûrement pas convaincre ces 10 000 000 de marocains, ouvriers et paysans, qui n'ont pas encore fait vraiment leur entrée dans le jeu.

J . A .